



Section Belgique-Cuba



12 octobre 2017

Rencontre avec Abel Prieto, Ministre de la culture de la République de Cuba



Visiteurs:

- M. Abel Prieto, Ministre de la culture de la République de Cuba
- Mme Norma Goicochea Estenoz, Ambassadeur de la République de Cuba auprès du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et Chef de Mission auprès de l'Union Européenne
- Mme Rachel Maury, conseillère à l'Ambassade de la République de Cuba
- M. Osmany Pedro Caballero Ramírez, interprète

Présents:

- M. Laurent DEVIN, Président de la section bilatérale, député
- Mme Karin TEMMERMAN, Vice-Présidente de la section bilatérale, députée
- M. Eric MASSIN, membre de la section bilatérale, député
- M. Wouter DE VRIENDT, membre de la section bilatérale, député
- Mme Hatice VICIL, secrétaire de la section bilatérale

Le ministre cubain de la culture se trouve entre autres à Bruxelles dans le cadre de la semaine cubaine, organisée en collaboration avec l'Ambassade de Cuba. Diverses manifestations auront lieu: expositions artistiques, concerts,... Les membres de la section UIP Belgique-Cuba sont cordialement invités par le ministre et l'Ambassade cubaine à y participer.

Lors de la rencontre, les thèmes suivants sont abordés :

- La Chambre des représentants a voté à l'unanimité en juin 2017 le projet de loi portant assentiment à l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles le 12 décembre 2016. Cuba était jusqu'alors le seul pays latino-américain à ne pas avoir signé d'accord de coopération avec l'UE. Néanmoins, il s'agit d'un traité mixte qui relève également de la compétence des régions. A ce jour, les parlements bruxellois et wallon doivent encore marquer leur assentiment. Ce traité est l'aboutissement d'une voie de rapprochement et de dialogue à laquelle s'est engagée l'UE, à l'image de la politique d'ouverture initiée par le Président Obama.
- Cette ouverture des Etats-Unis est aujourd'hui remise en cause par le Président Trump. Cuba et les Etats-Unis avaient repris en 2015 leurs relations diplomatiques interrompues depuis 1961. Ce réchauffement entre les 2 pays s'est concrétisé par la visite de Barack Obama sur l'île en mars 2016, la première d'un président des Etats-Unis depuis les années 20.

Dénonçant le régime "brutal" de La Havane, le Président Trump a durci le ton face à Cuba à la mi-juin, en Floride, devant un auditoire d'exilés anti-castristes, et a notamment dit vouloir revenir sur une série d'assouplissements de l'embargo américain concédés par l'administration Obama. Pour le président cubain Raul Castro, ce durcissement de Washington envers La Havane décidé par le président Donald Trump, signifie un "recul" dans les relations bilatérales, rétablies en 2015 après un demi-siècle, et sont imprégnées d'une rhétorique vieille et hostile propre à la Guerre Froide.

Suite à l'affaire des attaques acoustiques dont auraient souffert des diplomates américains en poste à La Havane, les États-Unis ont rappelé une bonne partie de l'équipe de l'ambassade à Cuba, expulsé plusieurs diplomates cubains de Washington et suspendu la délivrance de visas aux Cubains. Les Etats-Unis envisagent une possible fermeture de l'ambassade des Etats-Unis à Cuba, après ces mystérieuses attaques acoustiques. Depuis la fin de l'année 2016, au moins 21 salariés de l'ambassade ont ressenti des symptômes incluant perte d'audition, migraines et nausées. Des responsables américains ont dit à des journalistes soupçonner l'utilisation d'appareils acoustiques d'origine inconnue. Les autorités cubaines nient la réalité et la véracité de ces accusations. Elles se veulent complètement transparentes et ont facilité les investigations d'équipes américaines venues sur place pour étudier ces phénomènes. Pour les autorités cubaines, ces « attaques mystérieuses » ne sont qu'un prétexte à un durcissement de l'embargo soutenu par le Congrès américain, où la majorité républicaine reste hostile au rapprochement avec La Havane.

- La situation au Venezuela est également évoquée. Nicolas Maduro, le président vénézuélien est confronté depuis plus de quatre mois à une vague de contestation menée par l'opposition. Le pays est également visé par des sanctions américaines et par une rhétorique interventionniste et martiale du Président Trump. Les autorités cubaines ont récemment rejeté toute participation à une médiation au Venezuela, arguant de la légitimité du président Nicolas Maduro.

Le Venezuela est le premier partenaire économique de Cuba. Les deux pays ont négocié un accord prévoyant des livraisons de pétrole de Caracas, payées en grande partie avec l'envoi de médecins cubains au Venezuela. La crise politique actuelle au Venezuela affecte grandement l'approvisionnement énergétique de l'île et par ce biais toute son économie.

- La délégation aborde la question des changements climatiques et ses conséquences. Le cyclone Irma a frappé Cuba de plein fouet en septembre. La mer a pénétré de 500 mètres dans la ville de La Havane. Les dégâts sont conséquents. L'île aura besoin d'au moins une année voire plus pour se remettre complètement de cette catastrophe. Le principal problème de Cuba par rapport à l'impact du changement climatique, est l'élévation du niveau de la mer qui provoque des inondations sur les côtes, l'érosion des plages et l'intrusion de l'eau salée dans les terres. La fréquence et la violence des cyclones sont également de plus en plus marquées dans la région.
- Suite aux graves destructions causées par l'ouragan Irma, les élections locales qui devaient avoir lieu le 22 octobre, ont dû être reportées au 26 novembre. Ces élections locales donneront le coup d'envoi d'un processus électoral de six mois qui déboucheront sur le remplacement de Raul Castro, qui cédera la présidence en février prochain. Les candidats aux postes de conseillers municipaux ont commencé à être désignés à main levée par des assemblées de riverains en vue du scrutin local de novembre. Il sera suivi de l'élection, en début d'année prochaine, des quelque 600 députés de l'Assemblée nationale qui éliront à leur tour le Conseil d'Etat, ensuite chargé de désigner le président le 24 février 2018. Titulaire du poste depuis 2008 après un intérim de deux ans, Raul Castro, âgé de 86 ans, a annoncé qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat. Le nom du premier vice-président et numéro deux du gouvernement, Miguel Diaz-Canel, âgé de 57 ans, est souvent cité dans la presse mais seules les élections décideront de l'issue et de la nomination à la présidence.